59ème Édition

REVUE DE PRESSE

Sécurité & Défense

ASSOCIATION PANTHÉON-SORBONNE SÉCURITÉ-DÉFENSE

Rédacteurs: ,
Amzina DAOUSSA DEBY,
Bastien POULIQUEN,
Elina RIBEIRO DA COSTA,
Matéo GRADGIRARD et Pauline ALOS

www.p1sd.fr

Décembre 2024

Sécurité & Défense

Sommaire:

1. Afrique

1.1. Les Émirats cessent leur soutien militaire aux RSF sous la pression des États-Unis

1.2. La Turquie entame la construction d'une base de lancement de fusées en Somalie

2. Amérique

2.1. À un mois du retour de Donald Trump, les tensions sur le canal de Panama s'exacerbent

2.2. Les cartels au coeur de la diplomatie américano-mexicaine

3. Asie

3.1. Le Pakistan renouvelle ses frappes sur l'Afghanistan

3.2. La Russie déplacerait ses équipements militaires de la Syrie vers la Libye

4. Europe

4.1. Des câbles sous-marins sectionnés dans le Golfe de Finlande

4.2. Le Japon, l'Italie et le Royaume Uni vont moderniser leur aviation via à une joint-venture

5. Focus

5.1. Les capacités de combat du chasseur Stealth Chengdu J-36 dévoilées

1.1. Les Émirats cessent leur soutien militaire aux RSF sous la pression des États-Unis

Le 15 décembre 2024, les Émirats arabes unis ont annoncé qu'ils cesseraient de fournir des armements aux Forces de soutien rapide (RSF) du Soudan, suite à des pressions diplomatiques considérables des États-Unis. Cette décision, confirmée par la Maison Blanche, fait suite à des allégations selon lesquelles les Émirats auraient fourni des drones, des véhicules blindés et d'autres matériels militaires aux RSF, exacerbant ainsi le conflit interne au Soudan.

Les RSF, un groupe paramilitaire dirigé par Mohamed Hamdan Dagalo, également connu sous le nom de Hemedti, ont joué un rôle clé dans la guerre civile qui déchire le pays depuis avril 2023.

Malgré les dénégations des Émirats arabes unis, qui ont toujours affirmé que leur soutien était limité à des opérations humanitaires et à des investissements dans les secteurs agricoles et miniers, des informations croissantes suggèrent leur implication dans l'approvisionnement en armements via des réseaux logistiques en Libye et au Tchad. Ces transferts, parfois dissimulés sous la forme d'aides humanitaires, ont contribué à l'intensification des combats et à la prolongation du conflit, plongeant le Soudan dans une guerre brutale pour le contrôle du pouvoir et des ressources, notamment l'or.

Face à cette situation, le gouvernement soudanais a exprimé des préoccupations croissantes concernant l'implication des Émirats et a exigé des réparations pour les pertes humaines et matérielles causées par ces transferts illégaux d'armements. Le soutien militaire des Émirats aux RSF pourrait avoir des conséquences lourdes pour l'avenir politique du Soudan, exacerbant non seulement la guerre civile mais aussi la rivalité régionale pour les ressources. Cette annonce intervient dans un contexte géopolitique complexe, où la compétition pour l'or et d'autres ressources minérales joue un rôle clé.

Sources:
-*Military Africa : "Les Émirats arabes unis cessent de fournir des armes aux RSF du Soudan sous la pression internationale", 23/12/2024 ;*
- *Middle East Monitor : "Can the UAE's promise to stop sending Sudan's RSF weapons be believed?", 23/12/2024 ;*
- *Sudan Tribune : "UAE halted arms supply to Sudan's RSF, White House tells senators", 19/12/2024.*

1.2. La Turquie entame la construction d'une base de lancement de fusées en Somalie

La Turquie a officiellement entamé la construction d'une base de lancement de fusées en Somalie, marquant une étape cruciale dans son ambition de devenir un acteur majeur de la course mondiale à l'espace. Le président somalien Hassan Sheikh Mohamud a annoncé ce développement lors d'une cérémonie à Mogadiscio, en soulignant les avantages économiques pour le pays hôte, notamment en termes de création d'emplois et de revenus.

Située à l'extrémité orientale de l'Afrique, la Somalie offre une position stratégique idéale pour le lancement de fusées vers l'océan Indien, minimisant les risques pour les zones habitées.

Ce projet s'inscrit dans la feuille de route spatiale dévoilée par la Turquie en 2021, qui prévoit des missions lunaires, le développement de satellites avancés et la construction de ports spatiaux. En parallèle, Ankara renforce sa présence en Somalie depuis une décennie, avec l'établissement de sa plus grande base militaire à l'étranger et la formation des forces spéciales somaliennes, les Gorgor. Ce partenariat stratégique a également permis d'approfondir la coopération en matière de défense et de développement des infrastructures.

Cependant, l'implantation d'une telle base suscite des préoccupations géopolitiques, notamment parmi les puissances mondiales. En s'associant avec la Somalie, la Turquie consolide son influence dans la Corne de l'Afrique et se positionne en concurrent sérieux dans le domaine spatial, longtemps dominé par les superpuissances.

À terme, cette initiative pourrait faire de la Somalie un pôle spatial en Afrique, tout en offrant à la Turquie une plateforme stratégique pour projeter son influence technologique et diplomatique à l'échelle mondiale.

Sources:
- *Bloomberg : "Turkey begins building rocket launching facility in Somalia", 2024 ;*
- *Daily Sabah : "Türkiye starts building rocket launching facility in Somalia", 2024 ;*
- *La Gazette : "La Turquie entame la construction d'une base de lancement en Somalie", 2024 ;*
-*Military Africa : "Turkey commences rocket launch facility in Somalia", 2024 ;*
-*Türkiye Today : "Türkiye to build rocket launch facility in Somalia: President Mohamud", 2024.*

2.1. À un mois du retour de Donald Trump, les tensions sur le canal de Panama s'intensifient

Dans une récente déclaration, le président élu Donald Trump a choqué la communauté internationale en suggérant que les États-Unis devraient reprendre le contrôle du canal de Panama, sous prétexte des droits de douane élevés et de l'influence croissante de la Chine dans la gestion de ce passage stratégique. Cette prise de position a provoqué la colère des citoyens panaméens et soulevé de nombreuses interrogations quant à la véracité de ses affirmations.

En ce qui concerne les droits de douane, ces derniers sont fixés par le gouvernement panaméen sur recommandation de l'Autorité du Canal de Panama (ACP), une entité publique autonome. Les tarifs varient en fonction de la taille des navires, et non de leur pays d'origine. Par conséquent, les navires américains ne sont pas soumis à des droits de douane discriminatoires, contrairement à ce qu'a insinué Trump. Cette précision révèle l'inexactitude des propos du président élu.

Quant à l'influence de la Chine, les données disponibles sur le trafic du canal montrent que les cargaisons chinoises ne représentent que 21% du total des flux, bien loin derrière les 74% générés par les États-Unis. Ainsi, l'idée que la Chine exerce une influence décisive sur ce passage semble largement exagérée.

Il est probable que Donald Trump soit parfaitement au courant de ces faits. En réalité, la possibilité de reprendre le contrôle du canal paraît hautement improbable. Bien que le canal ait été sous contrôle américain jusqu'à sa rétrocession au Panama en 1999, déclencher un conflit pour en reprendre le contrôle serait une démarche risquée et contraire aux intérêts géopolitiques des États-Unis. Il est donc plus plausible que ces déclarations visent davantage à marquer son mandat qu'à engager une action concrète.

Sources:
- *L'écho : "Pourquoi Donald Trump menace le Panama, le Canada et le Groenland", 26/12/2024 ;*
- *Le Point : "Groenland, Panama, Canada... les rêves de conquêtes de Donald Trump", 26/12/2024.*

2.2. Les cartels au coeur de la diplomatie américano-mexicaine

Suffisante pour déchainer les critiques, la menace du président élu Donald Trump de considérer les cartels mexicains en tant “ [qu’] organisations terroristes” (signifiant de facto de possibles interventions futures sur le sol mexicain) a rappelé la place première du sujet dans les relations américano-mexicaines. En effet, largement imbriqué avec la question migratoire (le passage de la frontière étant un des business principaux des cartels), l’arrivée de Donald Trump au pouvoir le 20 janvier devrait pousser l'administration mexicaine à revoir ses positions.

Andrés Manuel Lopez Obrador (président de 2018 à 2024), “parrain politique” de l’actuelle présidente mexicaine Claudia Sheinbaum, avait démontré la possibilité (ou nécessité) de coopérer de manière approfondie en matière migratoire tout en tenant une ligne politique d’indépendance vis-à-vis de Washington. De fait, les menaces fin-novembre 2024 de rehaussement des droits de douane (de 25% selon les propos de M. Trump) devrait pousser la présidente à la prudence. Cette dernière a tout de même rappelé fin décembre que : “Nous collaborons, nous coordonnons, nous travaillons ensemble, mais nous ne nous subordonnerons jamais”. En outre, l’extradition récente d’Osiel Càrdenas (ancien dirigeant du cartel del Golfo, et tenu responsable de l’extrême “violentisation” des cartels par le recrutement d’anciens forces spéciales par la création de “Los Zetas”), pourrait signifier une volonté de détente de la part de l’administration américaine. Enfin, il se pourrait que le nœud des tensions ne se trouve pas tant dans la question migratoire, que dans celle du Fentanyl. En effet, de moins de 5.000 en 2012, le nombre d'overdoses fatales découlant de la consommation d'opioïdes synthétiques (principalement le Fentanyl) a dépassé en 2022 les 70.000 cas. Selon le plus récent rapport de la DEA (agence de lutte contre les drogues), ce phénomène se serait stabilisé en 2023, et semblerait amorcer en déclin sur l’année 2024. Provenant en majorité du Mexique, la diplomatie américaine devrait largement dépendre de la place future du Fentanyl dans la santé et le débat public.

Sources:
- El Pais : “The red line that Trump wants to cross in the fight against Mexican cartels”, 24/12/2024 ;
- Le Figaro : “Les Cartels au coeur de tractations entre les Etats-Unis et le Mexique”, 30/12/2024 ;
-DEA : “DEA’s Third Annual National Family Summit on Fentanyl Highlights Progress in Fight to Save Lives”, 15/10/2024 ;
-France Info : “Droits de douane : Donald Trump lance l'offensive contre la Chine, le Canada et le Mexique”, 26/11/2024.

3.1. Le Pakistan renouvelle ses frappes sur l'Afghanistan

Le 25 décembre 2024, l'Afghanistan a rapporté la mort de 46 personnes à la suite de frappes aériennes menées par le Pakistan, principalement dans le district de Barmal, situé dans l'est de la province de Paktika. Le Pakistan, quant à lui, a minimisé l'ampleur de ces frappes, affirmant avoir ciblé une vingtaine de terroristes. Cette divergence de chiffres illustre les tensions croissantes entre les deux pays, tensions qui perdurent depuis l'arrivée des Talibans au pouvoir en Afghanistan en 2021.

Le gouvernement afghan a dénoncé cette attaque, tandis que l'ONU a ouvert une enquête le 26 décembre, confirmant les allégations de l'Afghanistan.

Les relations entre le Pakistan et les Talibans se sont considérablement détériorées, le Pakistan accusant le régime taliban de soutenir le Tehrik-i-Taliban Pakistan (TTP), un groupe terroriste opérant à la frontière entre les deux pays. Le TTP, responsable de nombreuses attaques violentes au Pakistan, a particulièrement frappé le 22 décembre en tuant 16 soldats près de la frontière afghane. En dix mois, les attaques du TTP ont causé la mort de 900 personnes, civiles et militaires. Un rapport de l'ONU datant de juillet 2024 a estimé à 6 500 le nombre de combattants du TTP stationnés près de la frontière afghano-pakistanaise.

La situation est particulièrement tendue dans les régions frontalières, notamment le Waziristan, où les attaques et les incursions de part et d'autre sont fréquentes. Ce territoire, anciennement une zone tribale du nord-est du Pakistan, a été le théâtre de nombreuses opérations militaires contre les insurgés liés à al-Qaïda et aux Talibans depuis 2001. En réponse aux frappes pakistanaises, le gouvernement afghan a menacé de riposter, qualifiant l'attaque de "lâche" et de "barbare". La situation continue d'alimenter les tensions géopolitiques dans la région.

Sources:
- *RFI : "Le Pakistan frappe à nouveau l'Afghanistan, Kaboul déplore 46 morts", 25/12/2024 ;*
- *CNN : "Pakistani airstrikes on Afghanistan kill 46 people, Taliban official says", 25/12/2024 ;*
-*Courrier International : "Pakistan et Afghanistan : quand l'allié taliban devient l'ennemi", 25/12/2024 ;*
-*Le Monde : "L'ONU appelle à une enquête après les raids pakistanais en Afghanistan", 26/12/2024.*

3.2. La Russie déplacerait ses équipements militaires de la Syrie vers la Libye

Le rapprochement militaire entre la Russie et la Syrie remonte à 1971, lorsque l'URSS obtient un accès stratégique à la Méditerranée via une base à Tartous. À partir de 1991, cette base se transforme en un point d'appui naval essentiel, consolidé par l'établissement d'une base aérienne à Hmeimim sous le régime de Bachar el-Assad. Ces deux implantations, situées sur la côte syrienne, offrent à la Russie une présence militaire permanente en Méditerranée et un soutien logistique pour ses opérations, notamment en Afrique.

Cependant, la situation géopolitique régionale évolue avec l'instabilité du régime syrien, menaçant les intérêts militaires russes. En effet, l'éventuelle chute du gouvernement d'Assad pourrait signifier la perte de ses bases en Syrie. Des images satellitaires révèlent déjà le retrait des forces russes du port de Tartous, et une évacuation similaire pourrait être envisagée pour la base de Hmeimim.

Face à cette perspective, la Russie redirige ses efforts vers la Libye. Ces derniers mois, les relations entre Moscou et le maréchal Haftar se sont intensifiées. Si la coopération militaire se limite officiellement à la formation et à la maintenance des systèmes d'armement russes fournis à l'Armée nationale libyenne (ANL), des discussions sur l'implantation d'une base navale russe à Tobrouk circulent également. Le ministre italien de la Défense, Guido Crosetto, a récemment confirmé que des ressources militaires, dont des systèmes de défense aérienne S-300 et S-400, seraient transférées de Tartous vers la Libye, notamment via des vols cargos.

Ainsi, la Russie semble renforcer son influence en Libye, avec le port stratégique de Tobrouk offrant une position dominante sur la Méditerranée centrale et orientale, un atout militaire majeur pour Moscou dans cette zone.

Sources:
- *Opex 360 : "La Russie aurait commencé à transférer des équipements militaires de la Syrie vers la Libye", 20/12/2024 ;*
- *Courrier International : "Après la chute d'Assad en Syrie, la Russie va-t-elle se replier en Libye ?", 17/12/2024 ;*
- *Le Figaro : "La Russie se tourne vers la Libye pour garder un pied en Méditerranée", 26/12/2024.*

4.1. Des câbles sous-marins sectionnés dans le Golfe de Finlande

L'incident survenu le 25 décembre 2024, où l'interconnecteur Estlink 2, reliant la Finlande à l'Estonie, a été sectionné, a une nouvelle fois mis en lumière les vulnérabilités des infrastructures critiques sous-marines. En effet, cette coupure a immédiatement suscité des soupçons quant à l'implication du navire Eagle S, battant pavillon des Îles Cook et soupçonné de faire partie de la "flotte fantôme" russe. Le 26 décembre, ce navire a été arraisonné par la marine finlandaise, déclenchant une enquête. e chef adjoint des gardes-côtes finlandais a révélé qu'un patrouilleur, après avoir inspecté la zone, avait constaté l'absence des ancres du navire, ce qui renforçait les soupçons d'activités suspectes.

Cette attaque n'est pas un cas isolé. En effet, quatre autres câbles de télécommunications sous-marines ont été endommagés récemment, exacerbant ainsi les inquiétudes sur la sécurité des infrastructures sensibles en mer Baltique. Le ministre de la Défense estonien, Hanno Pevkur, a d'ores et déjà annoncé le déploiement de forces navales pour protéger l'interconnecteur Estlink 1, encore fonctionnel. Parallèlement, son homologue des Affaires Étrangères a exprimé sa préoccupation, soulignant que les incidents fréquents affectant les infrastructures sous-marines rendent de plus en plus difficile de les qualifier d'accidents ou de simples erreurs de navigation.

Un autre événement similaire, survenu les 17 et 18 novembre 2024 dans les eaux territoriales suédoises, a révélé que le navire chinois Yi Peng 3 était suspecté d'être à l'origine de la rupture de deux câbles de télécommunication. Après cet incident, le Yi Peng 3 a quitté les eaux suédoises sans que les enquêteurs locaux n'aient pu mener une véritable enquête, leur rôle se limitant à observer une fouille effectuée par les autorités chinoises. Cet épisode soulève de nouveau la question cruciale de la protection des intérêts européens, en particulier ceux liés à l'approvisionnement énergétique, face aux actions de puissances concurrentes dans une "zone grise" stratégique.

Ainsi, ces événements successifs appellent à une réévaluation de la sécurité des infrastructures critiques et de la manière dont les États européens se préparent à contrer les menaces pesant sur leurs ressources stratégiques, tout en assurant une réponse coordonnée et efficace face à ces risques croissants.

Sources:
- *Opex 360 : "La Finlande a arraisonné un pétrolier soupçonné d'avoir sciemment endommagé un câble sous-marin", 26/12/2024 ;*
- *Politico : "As Finland seizes Russian ship, Estonia launches naval patrols", 27/12/2024 ;*
- *L'opinion : "Câbles rompus en Baltique: la Chine n'a pas autorisé le parquet suédois à mener son enquête à bord du Yi Peng 3", 23/12/2024 ;*
-*BBC : "Finland investigates Russia 'shadow fleet' ship after cable damage", 27/12/2024 ;*
-*Euronews : "Finland investigates Russian 'shadow fleet' ship over Baltic Sea cable damage", 26/12/2024.*

4.2 Le Japon, l'Italie et le Royaume Uni vont moderniser leur aviation via à une joint-venture

Le 13 décembre 2024, le Japon a formé une alliance stratégique avec l'Italie et le Royaume-Uni pour la création d'une coentreprise dans le domaine de la défense. Ce partenariat, officialisé dans le cadre du *Global Combat Air Programme* (GCAP), vise à concevoir de nouveaux avions de combat supersoniques communs, développés par les entreprises BAE Systems, Leonardo et JAIEC. Le projet, qui fusionne deux programmes préexistants, le "Tempest" britannique et le F-X japonais, marque une avancée majeure dans la coopération aéronautique entre les trois nations.

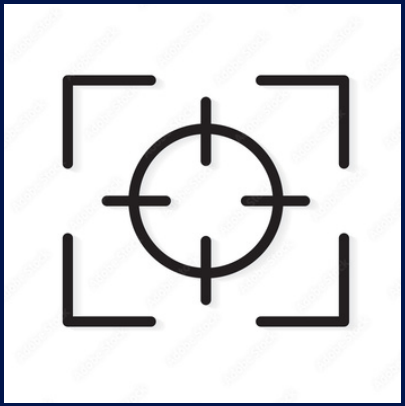
Le prototype des avions furtifs de sixième génération a été révélé lors du salon de Farnborough en juillet 2024. Ces futurs appareils seront dotés de technologies de pointe, notamment un radar ultra performant capable de traiter 10 000 fois plus de données que les systèmes actuels, et seront propulsés par les moteurs de Rolls-Royce. Leur mise en service est prévue pour 2035, dans le but de remplacer les F2 japonais et les Eurofighters britanniques et italiens. L'un des défis majeurs pour cette coentreprise sera l'interopérabilité des nouveaux avions avec les F-35 américains, en raison de la large utilisation de ces derniers par les trois pays partenaires.

Cette initiative marque une compétition directe avec le SCAF (Système de Combat Aérien du Futur), un projet similaire mené par la France, l'Allemagne et l'Italie. Bien que les deux programmes poursuivent des objectifs semblables, le GCAP présente des délais de développement plus courts, avec des avions prêts à être déployés avant ceux du SCAF. Toutefois, Roberto Cingolani, directeur général de Leonardo, a souligné qu'une collaboration entre les deux projets demeurait envisageable, même si une fusion reste improbable.

Sources:
- *RFI : "Le Royaume-Uni, l'Italie et le Japon accélèrent leur projet d'avion de combat", 14/12/2024 ;*
- *Le Monde : "Avion militaire du futur : Royaume-Uni, Italie et Japon lancent leur société commune", 16/12/2024 ;*
- *Leonardo : "Global Combat Air Programme industry partners reach landmark agreement to deliver next generation combat aircraft", 13/12/2024.*

5.1. Les capacités de combat du chasseur Stealth Chengdu J-36 dévoilées

Le Chengdu J-36 représente un bond technologique majeur pour la Chine, qui cherche à affirmer sa suprématie aérienne dans la région Indo-Pacifique. Le jet est conçu selon une configuration tailless (sans queue) avec des ailes en delta, une conception qui minimise la signature radar et optimise les performances en vol. Cette approche novatrice remplace les stabilisateurs verticaux traditionnels par des systèmes de contrôle de vol électroniques assistés par ordinateur, ce qui améliore la manœuvrabilité tout en réduisant la traînée.



Ces caractéristiques permettent au J-36 d'effectuer des missions longues à haute vitesse, avec une portée maximale estimée à 3000 km, ce qui en fait un acteur clé dans des zones de tensions géopolitiques.

L'intégration d'un moteur tri-turbofan, le WS-10C, confère au J-36 une capacité de vitesse supérieure à Mach 2.5 et une excellente fiabilité pour des opérations prolongées, même en absence de ravitailleur en vol. Cette architecture lui permet de transporter une charge utile importante tout en maintenant des performances de haute volée. Le chasseur dispose de compartiments internes pour minimiser son empreinte radar tout en emportant des missiles air-air longue portée et des armes de précision contre des cibles au sol ou navales.

Son avionique avancée inclut des radars AESA et des capteurs électro-optiques permettant une détection précise et multi-cibles, en plus de systèmes de guerre électronique pour contrer les menaces. La Chine a présenté ce projet de manière très médiatisée lors des festivités en l'honneur de Mao Zedong, soulignant la volonté stratégique de signaler une puissance militaire en constante ascension.

En regard de l'armement, le J-36 peut emporter des missiles YJ-12 pour des frappes maritimes et des PL-15 pour des engagements aériens à longue portée. La diversité de ses charges utiles, couplée à sa furtivité, en fait un appareil extrêmement polyvalent, apte à mener une variété de missions.

Sources:
- 1. Army Recognition. (2024). *Breaking news: Exclusive secret combat capabilities of China's new Chengdu J-36 stealth fighter jet unveiled.*
- 2. Economic Times. (2024). *China's groundbreaking 6th-gen stealth fighter takes flight: How it could be a super weapon that could alter global power dynamics.*
- 3. Reuters. (2024). *Images show new, novel Chinese military aircraft designs, experts say.*

PANTHÉON-SORBONNE
SÉCURITÉ-DÉFENSE